

La Présidente

M. Tom Seidenstein
Président
International Auditing and Assurance
Standards Board (IAASB)
529 Fifth Avenue
New York, 10017
United States of America

Paris, le 5 avril 2023

Monsieur le Président,

Le Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C) souhaite apporter ses commentaires à la consultation de janvier 2023 de l'IAASB, portant sur la stratégie et le plan de travail du normalisateur pour la période 2024-2027.

Le H3C est l'autorité française de régulation de l'audit. Il est le membre français du Comité européen des organes de supervision de l'audit (*Committee of European Audit Oversight Bodies*, CEAOB) et du Forum international des régulateurs d'audit indépendants (*International Forum of Independent Audit Regulators*, IFIAR).

En tant que régulateur de l'audit, le H3C encourage et soutient l'amélioration continue des normes professionnelles d'audit. A ce titre, il souhaite vous soumettre plusieurs commentaires en vue de la finalisation de la stratégie et du plan de travail de l'IAASB pour la période à venir.

Stratégie

Le H3C soutient largement la stratégie proposée par l'IAASB pour la période 2024-2027.

Le H3C souhaite en particulier mettre l'accent sur l'intérêt public qui est attaché à la mission de contrôle légal des comptes, et qui devrait être le critère le plus important pris en compte dans la définition des objectifs et des priorités de l'IAASB. Les questions d'intérêt public devraient, pour le H3C, systématiquement l'emporter sur les demandes émanant de parties prenantes individuelles lors de la définition du calendrier de finalisation des projets de l'IAASB.

Le H3C se félicite que l'élaboration de normes d'audit reste une priorité essentielle pour l'IAASB. L'action stratégique visant à poursuivre les échanges et la communication avec les parties prenantes devrait être axée sur des aspects autres que ceux uniquement liés à la mise en œuvre et aux questions ayant une incidence sur les normes.

L'implication de parties prenantes sera particulièrement requise dans les années à venir en matière d'assurance sur les informations de durabilité. En effet, cette nouvelle mission concernera des prestataires de services d'assurance, en dehors des auditeurs et des professionnels comptables dont traite habituellement l'IAASB.

L'action stratégique de l'IAASB doit également inclure des échanges avec les régulateurs en tant que parties prenantes essentielles pour identifier les faiblesses des normes qui ont un impact sur la qualité de l'audit. Le H3C se félicite que l'IAASB reconnaisse les régulateurs et les organismes de surveillance comme des acteurs clés de l'écosystème autour de la publication d'informations par les entités, et que l'amélioration des relations de l'IAASB avec les régulateurs soit un de ses objectifs stratégiques.

Le H3C encourage l'IAASB à envisager la possibilité de mettre en place un mécanisme de "réponse rapide" qui pourrait contribuer à la réalisation des objectifs de l'IAASB, en complément de la mise en œuvre de projets plus larges. Un processus de "réponse rapide" pourrait s'inspirer du processus mis en œuvre par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) pour développer des amendements de portée limitée à ses normes.

Le H3C soutient l'inclusion dans la stratégie de l'IAASB de la coordination avec le Conseil international des normes d'éthique comptable (*International Ethics Standards Board for Accountants*, IESBA) et d'autres organismes de normalisation. Le H3C souligne l'importance de favoriser la coordination entre normalisateurs dans l'établissement des normes d'audit, d'assurance et de déontologie.

Alors même que les réformes menées par le *Monitoring Group* sont en cours de mise en place, le H3C souligne que l'IAASB devra veiller à garantir l'allocation de ressources humaines suffisantes aux projets importants en cours, afin de garantir leur achèvement dans les délais prévus.

Plan de travail

Le H3C estime que les thèmes proposés pour le prochain plan de travail, tels que définis dans le document de consultation, sont pertinents. Y figurent toutefois peu d'informations sur les résultats spécifiquement attendus. Le H3C encourage donc l'IAASB à détailler le calendrier et les résultats ciblés, ainsi qu'à fournir plus d'informations sur les ressources affectées aux différents sujets proposés. D'après les expériences précédentes, il s'avère que la clarté des objectifs est essentielle pour s'assurer que la réalisation effective ne s'éloigne pas des attendus.

Hiérarchisation des thèmes

Le H3C continuera à inciter l'IAASB à examiner attentivement toutes les contributions que les régulateurs peuvent partager dans une perspective d'intérêt public.

Assurance sur les informations en matière de durabilité

Le H3C soutient le projet de l'IAASB visant à l'élaboration rapide d'un ensemble de normes concernant les missions d'assurance sur les rapports de durabilité. Le H3C encourage particulièrement l'IAASB à fournir avant la fin de l'année 2024 des normes qui conduiraient à une même qualité pour l'assurance limitée des rapports de durabilité au niveau mondial,

puis, à une date ultérieure, pour la fourniture d'une assurance raisonnable. Cela permettra aux pays européens de mettre en œuvre ces normes, si les normes produites sont adaptées aux objectifs et alignées sur les exigences de la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (*Corporate Sustainability Reporting Directive*, CSRD).

Le H3C souhaite également souligner l'importance du respect des délais fixés, en particulier en ce qui concerne les exigences en matière d'assurance qui deviendront applicables dans un avenir proche.

Réponses aux risques évalués – ISA 330

Le H3C continue à inciter l'IAASB à réévaluer, réviser et clarifier la norme ISA 330 "Responding to Assessed Risks of Material Misstatement" (réponse à l'évaluation des risques d'anomalies significatives), afin d'obtenir des réponses plus cohérentes et plus appropriées de la part d'auditeurs confrontés à des circonstances similaires. Les déficiences les plus fréquentes relevées au cours des contrôles relèvent de sujets couverts par la norme ISA 330, d'après les informations recensées au sein de la base de données du CEAOB sur les résultats des contrôles.

Le H3C estime qu'il est important de revoir la norme ISA 330 à la lumière des modifications apportées à la norme ISA 315 (sur l'évaluation des risques), compte tenu des liens entre les deux normes. En particulier, il est important de s'assurer que tous les concepts de la norme ISA 315 sont utilisés de manière cohérente et sont alignés avec la norme ISA 330, ainsi qu'avec les autres normes traitant de l'évaluation des risques, comme la norme ISA 240 (sur la fraude) et de la norme ISA 550 (sur les parties liées).

Le manque de clarté sur le niveau des tests attendus sur le contrôle interne est également une préoccupation qui a été identifiée lors des contrôles, notamment lorsque des tests substantifs seuls ne peuvent pas suffire.

Seuils de signification, importance relative – ISA 320 / ISA 450

Sur la base des préoccupations relevées dans le rapport du CEAOB sur la matérialité¹, le H3C estime qu'un projet d'évaluation et d'amélioration des normes relatives à la matérialité mérite également d'être prioritaire. Le concept de matérialité/importance relative est l'un des principes fondamentaux de l'audit, et il serait très utile de clarifier davantage les normes afin de faciliter l'adoption d'approches cohérentes pour la détermination des seuils de signification.

Normes de la série relative aux « éléments probants »

La norme ISA 500 fait actuellement l'objet d'un exposé-sondage. Il semble que les révisions de cette seule norme ISA 500 sur les éléments probants ne suffiront pas à répondre aux préoccupations des régulateurs de l'audit concernant l'évaluation de la suffisance des éléments probants. Le H3C soutient donc la révision et la mise à jour des autres normes de la série « 500 » afin que les avantages potentiels des nouvelles technologies puissent être intégrés dans ces normes.

Le H3C est favorable à un projet visant à réviser les normes relatives aux "éléments probants". Le projet devrait porter sur le renforcement du scepticisme professionnel de l'auditeur et sur l'affinement des dispositions liées à aux seuils de signification (l'importance

¹ https://finance.ec.europa.eu/system/files/2022-09/220701-ceaob-report-materiality-audit_en.pdf

relative), à l'échantillonnage et aux procédures analytiques, afin de tenir compte des conclusions des contrôles réalisés par les régulateurs et des lacunes identifiées lors de ces contrôles. Le H3C souhaite insister sur la nécessité pour l'IAASB d'envisager l'intégration, au cours de ce projet, de l'utilisation de nouvelles technologies, telles que l'analyse de données dans l'audit. Le H3C souligne que le projet élargi sur les éléments probants pourrait impliquer une révision de la norme ISA 330 : l'utilisation de nouvelles technologies pour tester l'information financière et le contrôle interne pourrait avoir un impact sur les moyens de répondre aux risques, définis actuellement dans la norme ISA 330.

Formats électroniques de rapport (XBRL)

Compte tenu de l'utilisation croissante d'états financiers sous format numérique et de la perspective de préparation de rapports de durabilité dans un format identique, le H3C soutient également l'élaboration d'une norme ISA pour répondre aux besoins spécifiques de l'audit des rapports produits sous format électronique. Les lignes directrices adoptées par le CEAOB en 2021, en l'absence de norme internationale pertinente pour couvrir ces enjeux spécifiques, pourraient à cet égard être utilisées comme point de départ par l'IAASB.

Co-commissariat aux comptes (audit conjoint)

Le co-commissariat aux comptes est obligatoire en France depuis 1966, pour les entités cotées. Il a été mis en place en réponse à des déficiences significatives constatées dans le contrôle légal et dans la gouvernance des entreprises. Le co-commissariat aux comptes a été étendu en 1984 et en 2003 aux sociétés tenues d'établir des états financiers consolidés, aux établissements de crédit et aux sociétés d'investissement, ainsi qu'aux partis politiques.

Le co-commissariat aux comptes a amélioré la qualité de l'audit et l'indépendance des auditeurs, et a ainsi renforcé la sécurité financière en France. En outre, le co-commissariat aux comptes a amélioré la transparence et a contribué à réduire la concentration du marché. Le marché français de l'audit a connu beaucoup moins de fraudes et de scandales comptables retentissants que les marchés européens similaires, y compris ces derniers temps, lorsque les normes ont mis davantage l'accent sur la gestion et le contrôle de la qualité de l'audit. Selon le H3C, plusieurs niveaux de contrôle, mis en œuvre de manière efficace, contribuent à garantir une bonne qualité d'audit.

Le H3C accueille favorablement l'inclusion, par l'IAASB, d'une norme d'audit internationale ISA sur l'audit conjoint dans sa liste des sujets possibles de projets de normalisation. Il encourage l'IAASB à mettre en œuvre ce projet au titre de son programme de travail 2024-2027.

L'audit conjoint n'est actuellement organisé qu'en fonction de normes nationales. Cette situation conduit à une fragmentation et à une mise en œuvre potentiellement différente selon les pays. Le H3C est d'avis qu'une norme internationale publiée par l'IAASB organisant les travaux dans le cas où l'audit est réalisé par plusieurs cabinets d'audit contribuerait à harmoniser les pratiques au niveau international. Une norme internationale serait donc plus utile que les seules normes nationales.

En outre, la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD), récemment adoptée, donne la faculté aux entreprises de nommer plusieurs prestataires de services pour fournir une assurance sur les informations relatives à la durabilité. Une norme sur l'audit conjoint, potentiellement étendue à l'assurance conjointe, sera pertinente pour traiter de ces situations. La future norme ISA pourra également traiter des situations dans lesquelles les entités choisiront de confier l'audit financier à un contrôleur légal et le rapport sur la durabilité à un autre contrôleur légal ou à un prestataire de services d'assurance indépendant.

Une norme internationale favoriserait la mise en œuvre de l'audit conjoint, dont les avantages ont été démontrés. L'élaboration d'une norme ISA, dans le cadre du programme de travail 2024-2027 de l'IAASB, faciliterait en outre l'anticipation d'évolutions réglementaires qui pourraient rendre l'audit conjoint obligatoire dans un plus grand nombre de pays, dans un avenir proche.

Autres informations accompagnant les états financiers d'audit – ISA 720

Le H3C soutient un projet de révision de la norme ISA 720 et il est d'avis que l'IAASB devrait mener un projet visant à évaluer la manière dont l'auditeur devrait traiter et saisir toute information portant sur la durabilité figurant dans les rapports de gestion. Un tel projet serait particulièrement pertinent pour les entreprises qui ne seront pas directement tenues d'appliquer les dispositions de la directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD), mais qui fourniront néanmoins, de manière volontaire, des informations de durabilité dans leur rapport de gestion.

Examen de l'information financière intermédiaire (révision de la norme ISRE 2410)

Le H3C estime qu'il pourrait être nécessaire de réviser la norme ISRE 2410. Cette révision ne devrait intervenir qu'après l'achèvement du projet ISSA 5000, afin de prendre en compte les améliorations qui auront été identifiées dans le cadre de ce projet et qui pourraient notamment clarifier la notion d'assurance limitée et les diligences correspondantes. La norme ISRE 2410 pourrait bénéficier de ces améliorations, sans que cela ne soit une priorité à ce stade.

Examens postérieurs à la mise en œuvre

Le H3C soutient en outre la proposition de l'IAASB d'effectuer une revue de la mise en œuvre des normes ISA révisées récemment. Le H3C suggère de préparer un calendrier détaillé indiquant la date de l'achèvement des projets et la date de la revue à effectuer. Les examens post-application de la norme ISA 315 et de la norme ISA 540 pourront être traités ensemble, étant donné les liens entre ces deux normes.

Exigences et matériel d'application dans les normes ISA

Le H3C souligne pour finir l'importance qu'il accorde aux « exigences » prévues dans les normes ISA. Le matériel d'application, même s'il est utile, ne doit pas se substituer au manque de clarté ou à la faiblesse des « exigences » prévues par les normes. La qualité et la clarté des « exigences » sont un élément clé de la qualité de l'audit, en permettant une compréhension et une application cohérentes des normes, quel que soit l'auditeur ou le pays dans lequel il intervient. La clarté des « exigences » facilite la mission du régulateur en lui permettant d'asseoir les recommandations qu'il adresse aux auditeurs contrôlés sur des dispositions normatives claires et contraignantes.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Florence Peybernès

Mr. Tom Seidenstein
Chair
International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB)
529 Fifth Avenue
New York, 10017
United States of America

Paris, 5 April 2023

Dear Mr. Seidenstein,

The *Haut conseil du commissariat aux comptes* (H3C) welcomes the opportunity to comment on the IAASB consultation paper on the proposed strategy and work plan of the standard setter for 2024-2027, issued in January 2023.

The H3C is the French audit regulator, and the French member of both the Committee of European Audit Oversight Bodies (CEAOB) and the International Forum of Independent Audit Regulators (IFIAR).

As an audit regulator, the H3C encourages and supports continuing improvement of professional standards for the audit profession. As such, we would like to submit several comments for your consideration in the finalization of the IAASB strategy and work plan for 2024-2027.

Strategy

The H3C broadly supports the IAASB proposed strategy as set out for 2024-2027.

In particular, the H3C would like to emphasize the public interest that is attached to statutory audit engagements, which should be the most important consideration in setting IAASB's goals and priorities. Prioritizing public interest issues for timely completion of IAASB projects should always outweigh requests which stem from individual stakeholder groups.

The H3C welcomes the statement that setting auditing standards remains a key priority. The strategic action to continue engagement and communication with stakeholders through timely and meaningful outreach activities should be focused on more than implementation and issues impacting the standards.

Stakeholder involvement will be specifically important for sustainability assurance in the coming years, since this engagement may involve services providers other than the traditional auditors and accountants the IAASB is dealing with.

The IAASB strategic action also needs to include engagement with regulators as stakeholders who are key to identifying weaknesses in the standards that have an impact on audit quality. The H3C welcomes the statement that regulators and oversight bodies are key players in the external reporting ecosystem and that enhancement of the IAASB's relationships with regulators is a strategic objective.

The H3C encourages the IAASB to keep an open mind about a 'quick response' mechanism that may contribute to IAASB goals, in addition to pursuing broader projects. A 'quick response' process could be inspired by the process used by the International Accounting Standards Board for developing narrow scope amendments to its standards.

The H3C supports the inclusion of coordination with the International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA) and other standard setters in the IAASB's proposed strategic objectives. The H3C stresses the importance of efforts aimed at fostering coordination and cooperation in the setting of auditing, assurance and ethical standards.

In the course of the operationalization and implementation of the Monitoring Group driven reforms, the H3C stresses that the IAASB will need to allocate sufficient human resources to the important projects in progress, to ensure their timely completion.

Work plan

The H3C is of the view that the themes proposed for the upcoming work plan as set out in the consultation are relevant. There is limited information, however, on specific outputs expected as a result. The H3C thus encourages the IAASB to develop more detailed plans about the timing, the targeted outputs and to provide more information about resources affected on the various topics suggested. From previous experience, clarity on the objectives of the various projects is essential to ensure that actual delivery does not lag behind the expectations.

Prioritization of topics

The H3C will continue to urge IAASB to carefully consider all inputs that regulators and others may share from a public interest perspective.

Sustainability assurance

The H3C supports the IAASB's project for the timely development of a set of standards for assurance engagements on sustainability reporting. The H3C is particularly encouraging the IAASB to deliver a set of standards that would lead to globally consistent quality on limited assurance of sustainability reporting before the end of 2024, and reasonable assurance at a later point in time. This will allow European countries to implement the standards, if the outcomes are fit for the purposes and aligned with the requirements of the European Corporate Sustainability Reporting Directive.

The H3C would also emphasize the importance of adhering to the established timelines, especially in context of requirements for assurance that will become applicable in the near future.

Responses to assessed risks – ISA 330

The H3C continues to urge the IAASB to reassess, revise and clarify ISA 330 “Responding to Assessed Risks of Material Misstatement” to drive more consistent and appropriate responses provided by auditors facing similar circumstances. Findings in areas covered by ISA 330 remain the most frequent in inspections of audit engagements, according to the CEAOB inspection findings database.

The H3C believes it is important that ISA 330 is reviewed in light of the amendments to ISA 315 (on risk assessment), given the links between the two standards. In particular it is important to make sure that all the concepts in ISA 315 are consistently used and aligned in ISA 330 and other standards dealing with risks assessment or their implications, like ISA 240 (on fraud) or ISA 550 (on related parties), for instance.

Insufficient clarity on the level of internal control testing is also an area of particular concern in ISA 330 which was identified during inspections, especially when substantive testing alone is not sufficient.

Materiality – ISA 320 / ISA 450

Based on concerns reported in the CEAOB materiality survey report,² the H3C believes that a project to assess and enhance the standards on materiality also deserves priority. The concept of materiality is one of the fundamental principles relevant to auditing, and further clarity to facilitate consistent approaches for the determination of materiality levels would be very useful.

Audit evidence series

As the Exposure Draft of ISA 500 is currently under scrutiny, it appears that the revisions of the audit evidence standard ISA 500 alone will not address audit regulators’ concerns around the assessment of sufficiency of audit evidence. The H3C support revising and updating the other standards in the ISA 500-series so that the potential benefits of new technology can also be incorporated into the standards.

The H3C supports the proposal to review the standards dealing with “audit evidence”. The project should cover enhancement of the auditor’s professional skepticism, and refining the provisions on materiality, audit sampling, and analytical procedures to take into account inspection findings by regulators and deficiencies identified through inspections. The H3C would like to reemphasize the need for the IAASB to consider the integration of the use of new technologies such as “data analytics” in audit in the course of this project. The H3C also flags that the audit evidence project may require further revision of ISA 330: the use of new technology for testing financial information and internal controls may have an impact on the means of responding to risks defined in the current ISA 330.

Electronic formats of reporting (XBRL)

Given the increasing use of financial statements in digitalized format, and the prospect of preparation of sustainability statements in such a format, the H3C also supports the development of an ISA to address the specific needs and challenges for the audit of statements produced in electronic format. Guidelines adopted by the CEAOB in 2021 in the

² https://finance.ec.europa.eu/system/files/2022-09/220701-ceaob-report-materiality-audit_en.pdf

absence of relevant international standard available to cover those specific challenges could be used as a starting point by the IAASB in this regard.

Joint audit

Joint audit is mandatory in France for listed entities since 1966. It has been set up in response to significant deficiencies in audits of corporate reporting and in entities' governance. Joint audit was expanded in 1984 and 2003, to include companies required to prepare consolidated financial statements, credit institutions, finance companies and investment companies and political parties.

Joint audit has improved audit quality and auditor independence, and thereby has increased financial security in France. In addition, both the legislator and economic agents share the view that joint audit has improved transparency and has contributed to reducing market concentration. The French audit market has seen significantly less high-profile fraud and accounting scandals than similar European markets, including in recent times when auditing standards have put a greater focus on audit quality controls and management. In H3C's view, this illustrates that several layers of effectively implemented controls contribute to ensuring good audit quality.

The H3C welcomes the inclusion by the IAASB of an ISA on joint audit among the list of possible new standard-setting projects. The H3C encourages the IAASB to take on board this project on joint audit in the 2024-2027 period.

Joint audit is currently organized by national standards only. This situation leads to fragmentation and potentially inconsistent application across the jurisdictions where joint audit is undertaken. The H3C is of the view that a global standard issued by the IAASB organizing the work in case the audit is not performed by a sole audit firm, would contribute to harmonizing appropriate practices internationally. A global standard would thus be more useful than national standards only.

More, the recently adopted EU Corporate Sustainability Reporting Directive allows companies to appoint various services providers to provide assurance on sustainability information. A standard on joint audit, potentially extended also to joint assurance, will be relevant to deal with this situation. The future ISA may also deal with situations where the entities will choose to entrust the audit of financial statements to a statutory auditor, and the sustainability statements to another auditor or provider of assurance services.

A global standard would promote effective joint audit, whose advantages have been demonstrated.

The timely development of an ISA would also facilitate the anticipation of any regulatory changes that may make joint audit mandatory in additional countries in a near future.

Other information accompanying audit financial statements – ISA 720

The H3C supports a project on ISA 720 revision and is of the view that the IAASB should lead a project to assess how the auditor should better deal with and capture any potential sustainability / ESG information that is disclosed in management reports by an entity. Such a project would be specifically relevant for those companies that will not be directly required to apply the provisions of the Corporate Sustainability Reporting Directive, but still voluntarily provide ESG information in their management report.

Review of Interim Financial Information (Revision of ISRE 2410)

The H3C is of the view that there may be a need to revise ISRE 2410, but only after completion of the ISSA 5000 project, to take on board enhancements identified in the course of that project which may clarify the notion of limited assurance and the related work effort. ISRE 2410 might benefit from those enhancements, without it being a priority at this stage.

Post implementation reviews

The H3C furthermore supports the IAASB's proposal to perform post-implementation reviews. The H3C would suggest preparing a detailed timeline of when projects have been completed, and when the post-implementation review needs to be performed. Post implementation reviews of ISA 315 and ISA 540 could be dealt with in the same project, given the connections between those topics.

Requirements vs application material in the ISAs

The H3C would like to emphasize the importance of the requirements included in the ISAs. The development of application material, even if helpful, shall not be a substitute for weak or insufficient clarity in the requirement of the standards. The quality and clarity of the requirements is a key element for the quality of the audit, while allowing a consistent understanding and enforceability of the provisions of the standards both for auditors and across jurisdictions. The clarity of the requirements facilitates the regulator's enforcement activities, since clear and binding provisions of the standards provide a robust basis for the regulator's recommendations to the inspected auditors.

Yours faithfully,



Florence Peybernès

Chair

-